

4^e MANDAT DE BOUTEFLIKA

L'opposition monte en puissance

La candidature de Bouteflika et ses implications forcément négatives sur le processus électoral en cours soulève non seulement de l'indignation mais aussi impulse une dynamique de contestation politique, certes encore diffuse mais bien réelle. Les partisans, parmi la classe politique, du boycott du scrutin du 17 avril

amorceront, dès le mercredi prochain, une campagne active, à travers un sit-in prévu au Maqam Echahid, Ryadh-el-Feth. Parallèlement, des initiatives citoyennes, comme le mouvement Barakat, investiront la rue pour manifester leur rejet du 4^e mandat pour Bouteflika et, corrélativement, dénoncent la mascarade électorale

en préparation. Même si la sémantique qui traduit les slogans des uns et des autres est pointilleuse, il n'en demeure que les engagements sur le terrain sont éligibles à de communes tangentes, à des déclics fédérateurs que la lame de fond qui agite la société ne manquera pas de charrier.

LE BONJOUR DU SOIR Bouteflika, meilleur joueur à Tchaker... sur Canal 4M

Suite de la page Une

On annonce la visite de Sellal à Tipaza et c'est reparti pour les acquis, les victoires, les logements à gogo, l'agriculture revitalisée, l'industrie fortifiée, le chômage baissé... Quelques minutes plus tard, c'est une «zerda» de l'UNFA. Mais il n'y a pas que des femmes. Il y aussi quelques hommes en costume-cravate, dont l'inamovible avant-centre de l'équipe présidentielle, Premier ministre, chef de la commission très indépendante d'organisation du vote, M. Sellal. La secrétaire générale de l'UNFA appelle les femmes à voter pour Bouteflika ! La salle applaudit debout...

Sur Canal Algérie, et on ne sait trop pourquoi, un reportage sur le recouvrement par l'Algérie de sa place «dans le concert des nations», axé essentiellement sur les déplacements de Bouteflika, occupe l'antenne après le JT... Je n'ai pas vu la «Troisième», ni la «Quatrième», ni la «Cinquième» de l'ENTV mais je suis sûr qu'elles ne montrent pas la moindre image de Si Ali, ni celles des autres lièvres, tout occupées qu'elles sont à broser, broser, broser...

Et pendant ce temps-là, le candidat Nekkaz cherche toujours la bagnole disparue avec les cartons et le frangin. Mais ce mystère, M4, la télé publique-privée du Clan n'en parle pas. Après tout, le Nekkaz n'avait qu'à s'occuper lui-même de ses cartons. Un frangin distrait peut oublier le chemin du Conseil constitutionnel. Et il n'osera même pas le demander aux flics : ce lieu attire les militants de «Barakat» et pour ces gens-là, il y a toujours de la place dans les fourgons cellulaires ! Comme cela s'est passé jeudi matin. Mais, finalement, c'est une très bonne chose. Les images de ces jeunes qu'on embarque font le tour du pays et, dans les chaumières, on se sent solidaire de ces manifestants qui bravent l'ordre établi. L'ordre des amis de Chakib Khelil qui ne verra pas de sitôt l'ombre d'un... panier à salade.

maamarfarah20@yahoo.fr

Le rassemblement Barakat, tenu ce jeudi devant la Faculté centrale, à Alger, pour dire non à un quatrième mandat, a connu une forte participation de citoyens. La police qui a excessivement réprimé cette manifestation pacifique, n'a pas fait dans le détail. Simples passagers, curieux et journalistes ont été brutalement embarqués.

Mehdi Mehenni - **Alger (Le Soir)** - Jeudi, 6 mars 2014. Place Audin, à proximité de la Faculté centrale. Il est à peine 11h. Plusieurs fourgons de police sont stationnés. Plus de 700 éléments des forces de l'ordre (chiffre confirmé par une source policière) guettent l'arrivée des participants au rassemblement Barakat. Les policiers en civil sont encore plus nombreux que ceux en uniforme.

De simples passagers à qui les médias TV tendent le micro sur place, sont immédiatement embarqués. Interdiction totale de s'exprimer en public, pour ceux qui se disent de cœur avec les opposants au quatrième mandat d'Abdelaziz Bouteflika. Ceux qui font, par contre, des louanges au «président éternel», devant les caméras, ont droit à un traitement de faveur. «Regardez-moi ce pouvoir frileux, qui, conscient de son illégitimité, va jusqu'à embarquer ceux qui s'expriment librement devant les caméras de télévision», s'offusque un citoyen contre une scène d'arrestation totalement arbitraire. En une fraction de seconde, un mouvement de foule se déclenche à l'en-

trée de la Faculté centrale. Le rassemblement commence à se former et l'agitation des renforts policiers sème un climat de panique et de désordre. Mustapha Benfodil, membre et initiateur du mouvement Barakat, et néanmoins journaliste à *El Watan*, brandit un dessin fait par sa petite fille. Une horde de policiers se déchaîne sur lui, avant de l'embarquer violemment. Il recevra même des coups au visage. Contacté plus tard, il affirme que le médecin lui a délivré un certificat médical, pour coups et blessures volontaires, qu'il présentera devant le procureur de la République du tribunal compétent. «Regardez comment on traite un manifestant pacifique qui milite d'une manière artistique et civilisée. S'il avait brandi un sabre ou un cocktail Molotov, à la place du dessin de sa fille, la police aurait agi différemment... comme elle a l'habitude de le faire avec les émeutiers», regrette une jeune étudiante.

Suivra l'arrestation de ses deux collègues Mehdi Bsikri et Hacène Ouali, pourtant ce dernier ne prenait pas part au rassemblement et était en charge d'assurer la couver-

ture de l'évènement. Entre-temps, les arrestations se font par dizaines et la police ne fait plus dans le détail. Même les simples curieux n'y échappent pas. Hada Hazem, directrice du quotidien *El Fadjr*, est à son tour embarquée pour avoir dit son avis sur le rassemblement devant les caméras.

Coincés et plaqués contre un mur, à hauteur de l'accès principal à la Faculté centrale, d'autres membres et initiateurs du mouvement Barakat, à l'exemple de Amira Bouraoui, Idir Tazerout, Louisa Chenoub, Amine Labter, Nassima Guettal, Abdelghani Badi, Sofiane Tahraoui... ainsi que plusieurs autres militants de la démocratie et des droits de l'Homme, les coudes serrés, forment une chaîne humaine pour résister aux arrestations policières. Les tuniques bleues sont très nombreuses et leur recours à la violence aura raison des manifestants pacifiques.

Louisa Chenoub, une militante de la démocratie qui a tout abandonné en France pour venir récemment investir en Algérie et mettre son savoir-faire au profit de son pays, est malmenée de la manière la plus sauvage qui soit par des policières qui ont failli lui tordre le cou. Elles lui ont même bouché la bouche avec leurs mains, au moment où elle scandait «Vive l'Algérie», jusqu'à lui couper la respiration. Les fourgons de police

entassés de vies humaines quittent tour à tour les lieux pour décharger les manifestants dans différents commissariats de la capitale.

Dans un des fourgons policiers qui a pris la direction du commissariat, les «entassés» basculaient d'un bout à l'autre, les uns sur les autres en raison de la conduite dangereuse du chauffeur qui s'amusait à zigzaguer et faire des coups de freins secs, témoigne une des victimes, Amine Labter, caricaturiste du *Soir d'Algérie*. Pendant ce temps, plusieurs autres citoyens de passage qui répondent à la sollicitation des médias venus en grand nombre sur place, continuent d'être embarqués. C'est le cas de ce monsieur qui lança : «Si Bouteflika jouit réellement d'une popularité, pourquoi le pouvoir tremble devant 200 manifestants qui ont montré un grand civisme...».

Le nombre des personnes arrêtées a été de 214, selon une source proche des organisateurs, et ceux qui ont été embarqués, alors qu'ils étaient simplement de passage, jurent qu'ils viendront carrément manifester, lors du prochain rassemblement. «Ils l'auront voulu», lance l'un d'eux, rencontré après sa libération, en faisant allusion aux policiers. Ce n'est qu'en fin d'après-midi que la majorité des manifestants seront libérés.

M. M.

LE FRONT DU BOYCOTT S'ORGANISE Sit-in et meetings pour dire non aux élections présidentielles

Le front du boycott s'organise. La première réunion qui a regroupé les chefs de partis du MSP, du RCD, d'Ennahda, des représentants du Front de la justice et du développement, de ceux de Jil Jadid et Benbitour, a débouché sur l'élaboration d'un plan d'action pour un boycott actif de l'élection présidentielle. Ils appellent les candidats à se retirer de cette «farce». Un premier rassemblement est prévu pour mercredi prochain.

Nawal Imès — **Alger (Le Soir)** — Réunis jeudi, Ahmed Benbitour, Mohcine Belabbas, président du RCD, Mohammed Douibi, secrétaire général d'Ennahda, Abderrezak Mokri, président du MSP, Smaïl Saidani, représentant de Jil Jadid, et Lakhdar Benkhelaf, représentant du FJD, se sont mis d'accord sur une feuille de route en faveur d'un boycott actif de l'élection présidentielle. D'emblée, les participants ont considéré que leur décision de bouter la consultation électorale a finalement été confortée par les derniers développements sur la scène politique. Ils se sont mis d'accord pour la constitu-

tion d'une commission mixte chargée de la préparation d'une conférence nationale de «dialogue sur l'avenir de l'Algérie et les mécanismes de la transition démocratique».

Sur le terrain, une première action est prévue pour mercredi prochain. Un rassemblement des directions des partis politiques et personnalités nationales prônant le boycott sera organisé le 12 mars au niveau du monument des Martyrs de Ryadh-El-Feth à 11h.

Un meeting populaire sera organisé le vendredi 21 mars à 15h à la salle Harcha pour appeler au boycott des élections. Les organisateurs mettent d'ores et déjà les pouvoirs publics face à leurs responsabilités et les mettent en garde contre toute tentative d'empêcher ce meeting en ne délivrant pas l'autorisation nécessaire. Pour assurer une bonne coordination de ces actions, des réunions périodiques des directions des partis et de personnalités politiques nationales se tiendront de manière régulière. Les structures de base des partis politiques et personnalités nationales sont appelées à mobiliser un maximum autour de l'option du boycott

afin de traduire au niveau local les actions décidées par le front composé de partis politiques et de personnalités nationales. Ces derniers ont rejeté à l'issue de leur réunion de jeudi «la politique du pourrissement et d'événements préfabriqués notamment dans certaines régions du pays et qui ne vise rien d'autre qu'à faire passer des projets douteux et mettre les citoyens devant le fait accompli» et renouvellent leur appel aux candidats à se retirer de la farce électorale dont le résultat est connu d'avance au vu du parti-pris de l'administration et des différentes institutions en faveur du président candidat en leur rappelant que «la participation à ce scrutin n'est qu'une caution à un processus porteur d'un danger imminent pour les intérêts et la stabilité du pays». Ils ont également fermement condamné «la répression et l'empêchement des marches et des sit-in pacifiques des citoyens» et réaffirmé que «la crise politique actuelle n'est pas seulement liée à un quatrième mandat même s'il constitue la pire expression d'un système fragile qu'il faut changer par des moyens politiques et pacifiques».

N. I.